

---

## **LE QUÉBEC, CHAMPION DES DÉPENSES PUBLIQUES**

---

**Montréal, le 3 avril 2013** – Les dépenses publiques du Québec sont beaucoup plus élevées que celles de l’Ontario et dépassent nettement la moyenne des provinces canadiennes, révèle une récente étude réalisée par les chercheurs Robert Gagné et Jonathan Deslauriers, du Centre sur la productivité et la prospérité (CPP) de HEC Montréal. « Bien que la situation économique au Québec soit moins préoccupante que celle de l’Espagne, de l’Italie ou encore de la Grèce, il nous semble pertinent de nous questionner sur la place et sur le rôle que l’État doit jouer dans l’économie de la province pour éviter de se trouver confronté à une crise aussi importante », déclare Robert Gagné, directeur du CPP.

Plus spécifiquement, cette étude trace l’évolution des dépenses publiques au Québec, en Ontario et au Canada au cours des trente dernières années, soit de 1981 à 2009, afin de comprendre les principales causes de leur augmentation et d’en cerner les tendances. Par « dépenses publiques », les chercheurs entendent ici les dépenses effectuées par les trois paliers de gouvernement au Canada, c’est-à-dire les administrations municipales, provinciales et fédérale.

### **Des résultats préoccupants**

Parmi les principales conclusions, l’étude nous apprend qu’en 2009, les dépenses publiques représentaient 47 % du PIB du Québec, contre 38 % en Ontario et 39 % en moyenne dans les provinces canadiennes. En d’autres mots, les dépenses publiques en proportion du PIB étaient 25 % plus élevées au Québec qu’en Ontario au cours de cette période.

C’est aussi au Québec que les dépenses publiques par habitant sont les plus importantes : en 2009, elles atteignaient en moyenne 16 150 \$ par habitant, soit environ 1 300 \$ de plus qu’en Ontario et 1 450 \$ de plus que dans la moyenne des provinces canadiennes. Ainsi, le niveau des dépenses publiques par habitant dépassait de 9 % celui de l’Ontario.

Au Québec, on croit assister au déclin de l’État providence alors que cette étude montre que la réalité est tout autre. Pour financer son secteur public, cette province doit utiliser une plus large part de ses ressources financières.

### **À qui la responsabilité ?**

À quel palier gouvernemental doit-on cette hausse ? Près de 80 % de l’augmentation des dépenses publiques au Québec depuis 1981 est attribuable à une hausse des dépenses au provincial. À titre comparatif, l’augmentation des dépenses provinciales explique 56 % de l’accroissement des dépenses publiques en Ontario et 64 % de l’augmentation des dépenses publiques en moyenne dans les provinces canadiennes. Cette situation place d’ailleurs le gouvernement du Québec dans une catégorie à part comparativement à ses homologues canadiens.

Sans grande surprise, l'étude révèle aussi qu'entre 1981 et 2009, environ 70 % de la croissance des dépenses provinciales et municipales au Québec, en Ontario et au Canada résultent de l'augmentation des dépenses en santé, en éducation et dans les services sociaux. Au cours de cette même période, les dépenses en services sociaux ont toutefois augmenté plus rapidement au Québec qu'en Ontario et qu'en moyenne au Canada : en 2009, le niveau de ces dépenses s'élevait à environ 2 750 \$ par habitant au Québec, soit environ 50 % de plus qu'en Ontario (1 400 \$) et 42 % de plus que dans la moyenne des provinces canadiennes (1 150 \$).

Cet écart considérable s'explique principalement par une hausse des dépenses liées à des services tels que l'hébergement des personnes âgées et souffrant de limitations physiques et psychologiques, les services de garde d'enfants et le soutien aux ménages ayant des enfants à charge. Dans une moindre mesure, cette augmentation est également attribuable aux dépenses liées aux prestations des régimes de retraite des employés qui relèvent des administrations provinciale et municipales.

Le vieillissement de la population, les congés parentaux et l'augmentation du nombre de places subventionnées en garderie semblent donc être les principaux facteurs à l'origine de la hausse des dépenses publiques au Québec. « À la lumière de ces résultats, une question s'impose : comment l'État québécois arrivera-t-il à régler la facture, alors que ces facteurs ne feront que s'accroître ? Pour réussir ce tour de force, le gouvernement devra absolument favoriser l'accroissement du PIB par habitant, et la seule façon d'y parvenir, c'est d'augmenter la productivité. Si nous ne relevons pas collectivement ce défi, nous n'aurons plus les moyens de nos ambitions », conclut Robert Gagné.

**Pour en savoir plus :**

- Consultez le rapport [Dépenses publiques au Québec : comparaisons et tendances](#) ;
- Téléchargez le communiqué de presse [en anglais](#).

**À propos du Centre sur la productivité et la prospérité**

Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principaux sujets d'étude le Québec et le Canada. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats obtenus en organisant des activités de transfert, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation. Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le [www.hec.ca/cpp](http://www.hec.ca/cpp).

- 30 -

**Source :**

Liette D'Amours  
Responsable des relations médias  
Tél. : 514 649-2347  
[info.cpp@hec.ca](mailto:info.cpp@hec.ca)